Envoyé en préfecture le 17/01/2025

Reçu en préfecture le 17/01/2025

Publié le



ID: 060-200069292-20250117-DP202506-AR

DÉCISION DU PRÉSIDENT

N° DP2025-06

Convention financière avec la commune de MARGNY SUR MATZ Enfouissement des réseaux basse-tension, éclairage public et télécommunication Grande Rue

Le Président du SEZEO,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu les délibérations n°2017/11 du 16 février 2017 et n°2017/85 du 07 décembre 2017 relatives aux modalités de financement du SEZEO aux travaux d'électrification,
- Vu la délibération n°2018/01 relative à la compétence éclairage public,
- Vu la délibération n°2020/10 portant délégation au Président pour signer les conventions financières avec les communes,
- Considérant le transfert de la compétence éclairage public de la commune au SEZEO,
- Considérant l'enfouissement des réseaux Grande rue pour la commune de MARGNY SUR MATZ.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La convention financière avec la commune de MARGNY SUR MATZ fixant les conditions de participation à l'enfouissement des réseaux Grande rue est acceptée.

ARTICLE 2 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Comité Syndical.

Thourotte, le 17/01/2025

Le Président, O. FERREIRA

CONVENTION FINANCIÈRE N°

Enfouissement des réseaux basse-tension, éclairage public et télécommunica

Reçu en préfecture le 17/01/2025

Envoyé en préfecture le 17/01/2025

Publié lens

MARGNY SUR MATZ- Grande Rue (de la rue du Jeu d'Arc à la fin du village en allant

ID: 060-200069292-20250117-DP202506-AR

SUR MATZ, représentée par M Baptiste de FRESSE de MONVAL, Maire, dûment habilité aux fins des présentes par

Ci-après désigné "la commune"

Le Syndicat des Énergies des Zones Est (SEZEO), représenté par M Olivier FERREIRA, Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 16 juillet 2020.

Ci-après désigné le "SEZEO"

PRÉAMBULE:

La commune de MARGNY SUR MATZ a transféré la compétence éclairage public au SEZEO.

Le SEZEO possède donc la maîtrise d'ouvrage pour les travaux sur les réseaux basse tension et éclairage public.

Le SEZEO agit sous convention avec Orange pour les travaux de mise en souterrain des réseaux de télécommunication.

1. **OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution financière de la commune aux travaux d'enfouissement de la Grande Rue (De la rue du Jeu d'Arc jusqu'à la sortie du village vers Ressons), conformément aux modalités en vigueur au sein du SEZEO.

L'ensemble de l'opération est évalué à 184 133,00 € hors taxe et hors actualisation de prix.

Les coûts sont répartis ainsi :

	BASSE TENSION	ÉCLAIRAGE PUBLIC	TÉLÉCOM	TOTAL
Maîtrise d'œuvre	4 269,00 €	1 390,00 €	4 269,00 €	9 928,00 €
Diagnostics amiante et HAP	250,00 €	82,00€	250,00 €	582,00€
Coordination Sécurité Protection Santé	698,00 €	228,00€	698,00 €	1 624,00 €
Travaux	65 201,00 €	42 363,00 €	64 435,00 €	171 999,00 €
Total	70 418,00 €	44 063,00 €	69 652,00 €	184 133,00 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA COMMUNE

La participation financière de la commune est estimée à 123 650,75 euros net calculée ainsi.

Réseau basse tension

La commune prend en charge 35 % du montant des dépenses hors taxe constatées soit : 24 646,30 €

Réseau éclairage public

La commune contribue à hauteur de 35 % des dépenses hors taxe constatées.

Concernant le matériel (fourniture et pose), la commune contribuera en totalité aux dépenses excédant les plafonds fixés par le règlement de service éclairage public en vigueur.

La contribution de la commune est donc estimée à : 15 422,05 €

Réseau télécommunication

Les dépenses affectées au réseau de télécommunication, sont intégralement prises en charge par la commune pour leur montant constaté toutes taxes <u>comprises</u>, soit : **83 582,40 €**

En cas de participation financière d'Orange, le montant net perçu par le SEZEO sera déduit du montant dû par la commune.

SUBVENTIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'OISE

Si l'opération est concernée par l'aide aux communes du Département, la subvention est répartie entre la Commune et le SEZEO dans les conditions fixées par le règlement de service de la compétence optionnelle éclairage public en vigueur à la date de la signature de la présente convention.

PAIEMENTS

Appel de fonds

À la demande du SEZEO et sur présentation d'un titre de recettes et de l'Ordre de Service de démarrage des travaux, la Commune versera 30 % du montant HT de sa participation arrêtée à l'article 3 de la présente convention.

Le SEZEO pourra ensuite procéder à des appels de fonds auprès de la Commune, dans la limite de 80 % du montant arrêté à l'article 3 susmentionné, sur présentation des factures ou des situations de travaux.

Après réception des ouvrages, le SEZEO adressera à la Commune un mémoire justificatif accompagné des pièces justificatives portant sur l'opération et récapitulant la totalité des dépenses effectives, réparties par réseau et le cas échéant, la participation d'Orange et les subventions du Conseil Départemental de l'Oise perçues par le SEZEO.

La participation financière de la commune sera calculée en prenant en compte l'actualisation des prix prévue par l'article 27 du CCAP de l'accord cadre travaux conclu par le SEZEO.

Cet article prévoit :

Coefficient d'actualisation

L'index de référence des travaux est TP12a - Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique (1711002) - Base 2010 publié à l'Insee.

Les prix sont affectés du coefficient K d'actualisation calculé comme suit :

Dans laquelle :

TP12a (m-3) est la valeur de l'indice concerné du mois m-3, m étant le mois de la date d'effet du bon de commande des travaux.

TP12a (m0) est l'index Initial du mois 0 (m0), c'est à dire le mois d'août 2023. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La Commune procédera au mandatement des appels de fond et du solde dans un délai de 30 jours à réception de l'avis des sommes à payer correspondant.

DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée des travaux et de la facturation définitive de ceux-ci.

7.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.